



Les Émirats arabes unis et la compétition sino-américaine Vers une politique de non-alignement ?

Jean-Loup SAMAN

► Points clés

- Au cours des cinq dernières années, les Émirats arabes unis (EAU) ont utilisé leur rapprochement – économique et stratégique – avec la Chine de Xi Jinping comme outil de diversification de leur politique étrangère.
- Si cette politique chinoise des EAU – partenaire traditionnel de Washington dans la région – reflète l'érosion de l'influence américaine dans le Golfe, elle n'est pas sans susciter d'interrogation sur la viabilité de la stratégie d'Abou Dhabi.
- En dépit de leurs velléités d'autonomie stratégique, les EAU restent fortement dépendants des garanties de sécurité qui lui sont offertes par les États-Unis, si bien que les tensions entre Washington et Abou Dhabi autour de son partenariat grandissant avec Pékin dans des domaines sensibles (réseau 5G, coopération de défense) pourraient compromettre les fondements de sa sécurité.
- Alors que la crise énergétique découlant de la guerre en Ukraine permet aux pays du Golfe producteurs d'hydrocarbures de se retrouver en position de force vis-à-vis de leurs consommateurs occidentaux, Abou Dhabi semble désormais résolu à maintenir son jeu d'équilibre entre Washington et Pékin.

Introduction

En un peu de moins de cinq ans, les Émirats arabes unis (EAU) ont accéléré leur rapprochement avec la Chine de Xi Jinping, au point de devenir le premier pays du Golfe à se retrouver au cœur de la rivalité entre Pékin et Washington. Bien que bénéficiant d'une large présence militaire américaine, les EAU ont fait de leur partenariat avec le régime chinois un nouvel axe de priorité qui va au-delà des échanges énergétiques et commerciaux. Outil de diversification de la politique étrangère de ce petit État du Golfe, la relation sino-émirienne a pris son envol à l'aune de la visite à Abou Dhabi de Xi Jinping en juillet 2018 et recouvre désormais de nombreux programmes de coopérations, y compris dans des domaines aussi sensibles que la gestion des infrastructures portuaires locales, le déploiement du réseau 5G ou encore les transferts d'armement.

Comme l'affirmait au *Financial Times* Abdulkhaleq Abdulla – universitaire de Dubaï et proche du pouvoir local – « la tendance est à plus de Chine et moins d'Amérique sur tous les fronts [...] il n'y a rien que l'Amérique puisse faire contre cela¹ ». Le ton péremptoire d'Abdulla reflète l'assurance avec laquelle les dirigeants et les intellectuels émiriens affichent aujourd'hui leur relation avec Pékin. Elle révèle les ambitions de la fédération du Golfe² qui, de plus en plus, se rêve en puissance moyenne et non alignée. Si ce positionnement indique en creux l'érosion de l'influence américaine dans la péninsule arabique, on peut toutefois s'interroger sur la viabilité du positionnement des EAU. En pratique, le pays reste fortement dépendant de ses partenariats de sécurité avec les pays occidentaux – au premier rang desquels, les États-Unis et la France –, posant ainsi la question de sa réelle marge de manœuvre sur le dossier chinois. Cette note se propose donc d'explorer les tensions qui découlent de la politique actuelle des EAU vis-à-vis de la compétition sino-américaine et la possible évolution de celle-ci.

La rapide expansion des relations sino-émiriennes

Les dirigeants émiriens aiment à se présenter aujourd'hui comme un des partenaires privilégiés de la Chine dans la région : les EAU seraient le « lien naturel entre l'Asie et l'Afrique³ » tandis que la Belt and Road Initiative de Xi Jinping constituerait « un pont reliant notre futur commun⁴ ». Toutefois cette posture n'est que très récente. Comme les

1. A. England et S. Kerr, « More of China, Less of America: How Superpower Fight is Squeezing the Gulf », *Financial Times*, 20 septembre 2021, disponible sur : www.ft.com.

2. Les Émirats arabes unis comprennent sept Émirats : Abou Dhabi, Dubaï, Sharjah, Fujairah, Ras Al Khaimah, Ajman et Umm Al Quwain.

3. Expression employée par Mostafa Haroon dans un travail de recherche pour un *think tank* émirien : « t'azīz al'alaqāt alqīṣādiya biyn al sīn wa al īmārāt », Future for Advanced Research & Studies, 26 novembre 2014.

4. Sultan Al Jaber, « “Belt and Road” is a Bridge to Our Common Future », *The National*, 13 mai 2017, disponible sur : www.thenationalnews.com.

autres monarchies du Conseil de coopération des États du Golfe (CCEAG), les EAU ne reconnaissent la République populaire de Chine qu'en 1990. Cette même année, Zayed bin Sultan Al Nahyan, président fondateur des EAU, se rend à Pékin, accompagné de son fils Mohammed (l'actuel président). Le voyage ne laisse guère de trace des deux côtés même s'il est désormais mis en avant par le récit officiel émirien pour créer une illusion de continuité, certains commentateurs locaux allant jusqu'à affirmer, contre tout élément de véracité historique, que ces liens avec la Chine ont été entretenus⁵ dès la création des EAU en 1971.

Le premier facteur d'accélération de la relation bilatérale est, sans surprise, l'interdépendance énergétique. Les EAU sont aujourd'hui le troisième fournisseur de pétrole de la Chine derrière l'Arabie Saoudite et la Russie⁶. On constate qu'au cours de la même période les importations en provenance d'Iran, deuxième fournisseur de la Chine, ont diminué au profit des monarchies arabes du Golfe⁷. Cela s'est notamment traduit par l'octroi en 2017 d'une concession à la China National Petroleum Corporation de 8 % du pétrole onshore abou-dhabien sur 40 ans⁸.

Les indicateurs commerciaux ne manquent pas pour illustrer leur relation privilégiée : environ 60 % des exportations chinoises vers l'Europe et l'Afrique transitent par le port Jebel Ali de Dubaï⁹. Plus de 6 000 sociétés chinoises y sont enregistrées, parmi lesquelles les grandes banques chinoises (China Construction Bank, Bank of China, Industrial & Commercial Bank of China, Agricultural Bank of China) qui ont choisi Dubaï comme point d'appui régional. Cela a une incidence aussi sur le marché immobilier : plus de 3 milliards de dollars de capitaux chinois auraient été injectés dans le marché immobilier de Dubaï depuis 2013¹⁰.

Mais il ne s'agit pas, ou plus, d'une politique simplement mercantiliste. Avec l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping à Pékin en 2013, Abou Dhabi perçoit l'opportunité de donner une nouvelle inflexion à sa politique étrangère, jusqu'ici résolument ancrée dans l'orbite américaine. L'avènement du nouveau dirigeant chinois coïncide avec une nette détérioration des relations entre Abou Dhabi et Washington. Aux yeux des dirigeants émiriens, l'administration de Barack Obama a « abandonné » en 2011 son allié égyptien Hosni Moubarak pour laisser la mouvance des Frères Musulmans prendre le pouvoir

5. « Al Imārāt wa al šīn... 'alāqāt mutajadhira fī al tarīkh gharis budhūriha' al sheikh Zayed » [Les Emirats et la Chine...des relations enracinées dans l'histoire plantées par Sheikh Zayed], *Al Ain*, 1^{er} octobre 2020.

6. « China's Crude Oil Imports Surpassed 10 Million Barrels per Day in 2019 », US Energy Information Administration, 23 mars 2020, disponible sur : www.eia.gov.

7. « China's Crude Oil Imports from Saudi Up 8.8% y/y in March, UAE Shipments Jump », Reuters, 20 avril 2021, disponible sur : www.reuters.com.

8. « ADNOC Awards China National Petroleum Corporation 8% Stake in ADCO Onshore Concession », Communiqué de presse, Abou Dhabi National Oil Company, 19 février 2017, disponible sur : www.adnoc.ae.

9. J. Fulton, « China in the Persian Gulf » in M. Kamrava, *Routledge Handbook of Persian Gulf Politics*, Londres, Routledge, 2020, p. 496.

10. J. Fulton, « China-UAE Relations in the Belt and Road Era », *Journal of Arabian Studies*, vol. 9, n° 2, 2019, p. 259.

au Caire. De même, sur le dossier nucléaire iranien, Abou Dhabi juge sévèrement les efforts de la Maison Blanche entre 2013 et 2015 pour boucler un accord qui, du côté émirien, renforce les interférences régionales de Téhéran. En d'autres termes, les EAU semblent convaincus durant cette période de la nécessité de réviser leur politique étrangère afin de relativiser l'importance accordée à leur lien avec les États-Unis¹¹.

Par ailleurs, le projet de Nouvelles routes de la soie de Xi séduit les dirigeants émiriens qui ont très vite à cœur de positionner le pays comme un des partenaires clés de Pékin dans le Golfe. En 2017, Sultan Al Jaber, alors ministre d'État pour les Affaires étrangères, se rend à Pékin pour le premier Belt and Road Initiative Forum. Il en revient convaincu que le projet de Xi Jinping constitue pour Abou Dhabi « un pont reliant notre futur commun¹² ».

La participation émirienne au grand projet de Xi se traduit aussi par l'entrée du géant Cosco au capital du terminal de container du port d'Abou Dhabi en 2018, à hauteur de 90 %

L'année suivante, Xi est accueilli en grande pompe à Abou Dhabi. À l'issue de sa visite, une douzaine d'accords bilatéraux sont signés dans les domaines de l'énergie, de la coopération technologique, de la finance ou encore de la culture¹³. Les deux pays annoncent aussi l'établissement d'un « partenariat stratégique global » – un terme employé au demeurant par la Chine également avec les autres pays de la région. En 2018 toujours, les EAU annoncent la nomination d'un envoyé spécial pour la Chine (une position sans équivalent dans le reste de la péninsule arabe). Le poste est dévolu à Khaldoon Al Mubarak, le directeur du fonds souverain Mubadala et un proche de Mohammed bin Zayed, l'homme fort d'Abou Dhabi.

La participation émirienne au grand projet de Xi se traduit aussi par l'entrée du géant Cosco au capital du terminal de container du port d'Abou Dhabi en 2018, à hauteur de 90 %¹⁴. Puis, en 2019, Abou Dhabi annonce avoir sélectionné la compagnie Huawei pour assurer le déploiement de son réseau 5G. Ce choix s'inscrit dans la stratégie numérique des EAU qui depuis 2016 s'en remet à des opérateurs chinois tels qu'Alipay ou encore Alibaba Cloud pour assurer la gestion de ses réseaux, qu'il s'agisse des institutions financières émiriennes ou encore des infrastructures d'électricité de Dubaï¹⁵.

11. J.-L. Samaan, *Strategic Hedging in the Arabian Peninsula: The Politics of the Gulf-Asian Rapprochement*, Londres, RUSI-Routledge, 2018.

12. Sultan Al Jaber, « "Belt and Road" is a Bridge to Our Common Future », *The National*, 13 mai 2017, disponible sur : www.thenationalnews.com.

13. « China, UAE Agree to Lift Ties to Comprehensive Strategic Partnership », Xinhua, 21 juillet 2018, disponible sur : www.xinhuanet.com.

14. J. Becker, E. Downs, B. DeThomas et P. DeGategno, « China's Presence in the Middle East and Western Indian Ocean: Beyond Belt and Road », Center for Naval Analyses, février 2019, p. 88, disponible sur : www.cna.org/.

15. M. Nouwens (dir.), « China's Digital Silk Road: Integration into National IT Infrastructure and Wider Implications for Western Defence Industries », International Institute for Strategic Studies, février 2021, p. 28-30, disponible sur : www.iiss.org.

Durant cette même période, on note également une augmentation, modeste mais significative, des achats d'armement chinois par les EAU : l'armée émirienne se dote à partir de 2013 de 25 drones *MALE Wing Loong-I*, 15 autres *Wing Loong-II*, 500 missiles antichar *Blue Arrow-7*, six obusiers *Norinco AH-4* ou encore cinq systèmes roquettes *SR-5* suivront cette première acquisition¹⁶. Ces transferts ne viennent pas concurrencer les plateformes américaines, sur le plan tant quantitatif que qualitatif ; ils reflètent néanmoins l'entrée progressive des industriels chinois sur le marché de la défense émirienne. Pour Abou Dhabi, les entreprises d'armement chinoises constituent désormais une option crédible sur certains segments où la coopération avec les sociétés occidentales est difficile ou inexistante (intelligence artificielle, robotisation, missiles).

Le rapprochement Chine-EAU ne va pas sans heurt. En 2018, la société DP World est évincée de Djibouti par le gouvernement local qui rompt son contrat de gestion du port de Doraleh. Pour remplacer l'entité émirienne, les Djiboutiens font appel à l'opérateur China Merchants Group. L'affaire prend la tournure d'un contentieux international et un tribunal d'arbitrage condamne Djibouti à indemniser DP World. Pour autant, les EAU n'en tiennent pas rigueur à Pékin et réduisent le sujet à une brouille avec Djibouti tout en minimisant le rôle qu'ont pu jouer les Chinois dans leur éviction¹⁷.

Enfin, le rapprochement sino-émirien culmine ces dernières années avec la coopération extrêmement étroite entre les deux pays dans le domaine de la santé. Lorsque la pandémie de la Covid-19 s'étend au Golfe persique, les EAU se tournent rapidement vers la Chine pour mettre en œuvre leur réponse. La compagnie abou-dhabienne, Group 42, liée à la famille régnante Al Nahyan, s'appuie sur l'Institut de génomique de Pékin pour déployer des laboratoires de tests PCR et signe dans la précipitation des accords de production du vaccin développé par la société Sinopharm¹⁸.

Nous sommes alors à l'été 2021 : trois ans seulement après la visite de Xi dans la capitale émirienne, la petite fédération du Golfe semble donc résolue à opérer son pivot vers l'Asie et à faire de son rapprochement avec Pékin la clé de voûte de cette politique. Or, cette orientation va se heurter, tout aussi rapidement, aux exigences de son partenaire historique à Washington.

Les EAU au cœur de la rivalité sino-américaine

Le 3 octobre 2021, l'influent conseiller diplomatique émirien Anwar Gargash prend le micro à la World Policy Conference de l'Ifri se déroulant à Abou Dhabi. Alors que les négociations entre les EAU et les États-Unis sur la vente de l'avion de combat *F-35*

16. SIPRI Arms Transfers Database, disponible sur : www.sipri.org ; International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2021*, Londres, Routledge, 2021.

17. Entretien de l'auteur avec des diplomates émiriens, printemps 2019.

18. L. Barrington, « UAE Launches COVID-19 Vaccine Production with China's Sinopharm », Reuters, 29 mars 2021.

s'enlisent, Gargash exprime sa préoccupation à l'égard de ce qu'il appelle une « guerre froide qui se profile [...] une mauvaise nouvelle pour beaucoup d'entre nous car l'idée de choisir est problématique [...] pour nous, les États-Unis sont notre partenaire stratégique majeur mais la Chine est notre partenaire économique numéro un¹⁹ ».

Pour la première fois, un officiel émirien de haut niveau reconnaît publiquement les tensions qui se jouent autour de l'expansion des liens entre Abou Dhabi et Pékin. Ce n'est en réalité que dans les derniers mois de l'administration Trump, à l'automne 2020, que la question est devenue centrale dans le dialogue bilatéral émiro-américain. C'est alors la vente du *F-35* qui cristallise les débats entre la Maison-Blanche et le Congrès, plusieurs sénateurs démocrates (Dianne Feinstein, Bob Menendez, Chris Murphy) exigeant de faire la lumière sur la coopération continue des EAU avec la Chine²⁰.

Au milieu de l'été 2020, le rapport annuel du département de la Défense américain sur la Chine avait déjà surpris : il mentionnait pour la première fois publiquement – et à quatre reprises, les EAU comme possible pays candidat à une implantation navale chinoise²¹. Les rumeurs sur la possible installation d'une base de la marine chinoise à Abou Dhabi circulent abondamment depuis la visite de Xi en 2018 et inquiètent de plus en plus les officiers américains qui y voient un risque majeur de compromission de leurs actions dans la zone. Le rapport de 2020 rend cette préoccupation publique.

Un mois après le discours d'Anwar Gargash déjà cité, le *Wall Street Journal* relance la polémique en dévoilant que l'administration Biden a fermement exigé la suspension de travaux dans le port d'Abou Dhabi en vue d'une implantation militaire chinoise²². Les Émiriens se refusent à commenter l'affaire mais fulminent. Les fuites dans la presse américaine alimentent un climat de méfiance entre les deux parties qui ne cesse de se dégrader depuis que le président Biden a pris ses fonctions. Quelques jours seulement après son investiture, le chef de l'exécutif américain avait déjà ordonné une suspension des ventes d'armes vers les EAU et l'Arabie Saoudite. En aparté, les décideurs émiriens ne cachent pas leur frustration face à la volonté des États-Unis de se désengager du Moyen-Orient, d'y adopter une approche purement transactionnelle, et ce tout en exigeant de ses partenaires une loyauté exclusive²³.

19. Z. Fattah, « Top UAE Official Warns on Risk of “Cold War” Between China, US », *Bloomberg*, 2 octobre 2021, disponible sur : www.bloomberg.com.

20. D. Schenker, « Want to Sell F-35s to the UAE? Time to Address The China Factor », *The National Interest*, 23 avril 2021, disponible sur : <https://nationalinterest.org>.

21. « Military and Security Developments Involving the People's Republic of China », Département de la Défense des États-Unis, septembre 2020, disponible sur : <https://media.defense.gov>.

22. G. Lubold et W. Strobel, « Secret Chinese Port Project in Persian Gulf Rattles U.S. Relations with U.A.E. », *Wall Street Journal*, 19 novembre 2021, disponible sur : <https://www.wsj.com>.

23. Entretiens de l'auteur, Abou Dhabi, février 2021.

Abou Dhabi entend afficher sa volonté de décider de ses propres options stratégiques, sans se les voir dicter de l'extérieur

La réponse émirienne face aux pressions américaines témoigne alors du gouffre qui s'installe entre les deux pays. Abou Dhabi entend afficher sa volonté de décider de ses propres options stratégiques, sans se les voir dicter de l'extérieur²⁴. Tandis que les négociations sur le *F-35* sont officiellement suspendues, Abou Dhabi annonce en l'espace d'un mois l'achat de 80 avions français *Rafale*, puis de 12 avions d'entraînement chinois *L-15*. Sur le plan strictement opérationnel, le choix du *Rafale* est le plus important : il témoigne de la volonté de Mohammed bin Zayed d'inscrire dans la durée un lien privilégié avec Paris, qui dimensionnera l'armée de l'air émirienne pour les décennies à venir. Sur le plan politique, l'annonce du *L-15* chinois est plus frappante : pour la première fois, un État du CCEAG se dote d'un avion de combat chinois et même si celui-ci ne constitue pas en soi une alternative capacitaire au *F-35*, son acquisition ouvre de nouvelles perspectives²⁵.

Cette dernière annonce émirienne peut à première vue s'apparenter à une provocation vis-à-vis de Washington. Mais elle témoigne plus profondément de la volonté d'Abou Dhabi d'éviter autant que possible la logique d'une bipolarisation que la rivalité sino-américaine tend à imposer dans le Golfe persique. Cette attitude ambivalente, voire non alignée, est nouvelle de la part d'un pays qui, depuis sa création en 1971, s'était résolument placé dans le giron américain. Elle n'est néanmoins pas exceptionnelle, tant elle rappelle des dilemmes que les voisins asiatiques de la Chine, et en particulier en Asie du Sud-Est (notamment le Vietnam, les Philippines, Singapour ou encore l'Indonésie), vivent déjà depuis de nombreuses années²⁶.

Les Émirats, Singapour du Golfe ?

Le jeu d'équilibre dans lequel les EAU s'engagent aujourd'hui entre les États-Unis et la Chine peut rappeler à plusieurs égards le positionnement de Singapour, cité-État d'Asie du Sud-Est qui a jusqu'ici réussi, bon an mal an, à préserver ses relations économiques avec la Chine (son premier partenaire commercial) tout en maintenant une coopération militaire extrêmement avancée avec les États-Unis²⁷.

24. A. England et S. Kerr, « More of China, Less of America: How Superpower Fight is Squeezing the Gulf », *Financial Times*, 20 septembre 2021.

25. Certains commentateurs arabes évoquent déjà l'éventualité d'un achat émirien de l'appareil chinois *FC-31*. « Wizāra al difā' al Imāraṭiyya tatajih li shira' 12 ta'iraṭ sīniyyat min tiraz L-15 » [Le ministère de la Défense des Émirats compte acheter 12 avions chinois *L-15*], *Defense Arabic*, 23 février 2022, disponible sur : www.defense-arabic.com.

26. D. Shambaugh, *Where Great Powers Meet: America and China in Southeast Asia*, Oxford, Oxford University Press, 2020 ; S. Strangio, *In the Dragon's Shadow: Southeast Asia in the Chinese Century*, New Haven, Yale University Press, 2020.

27. Sur la vision singapourienne, cf. L. Hsien Loong, « The Endangered Asian Century : America, China, and the Perils of Confrontation », *Foreign Affairs*, juillet-août 2020, disponible sur : www.foreignaffairs.com.

Depuis longtemps déjà, la référence singapourienne est au cœur des stratégies de développement des EAU²⁸. Les deux pays ont des caractéristiques en commun : une population réduite, une géographie contrainte et une proximité immédiate avec des puissances régionales qui peuvent facilement exercer des pressions sur eux (l'Arabie Saoudite et l'Iran pour les EAU ; l'Indonésie et la Malaisie pour Singapour). Comme Singapour²⁹, Dubaï (qui ne dispose pas de la richesse énergétique d'Abou Dhabi) a fait de son port et de son attractivité fiscale pour les firmes transnationales les piliers de sa croissance. De même, lorsque la fédération émirienne met en place en 2013 son service militaire, elle prend parmi les exemples à suivre le modèle d'armée singapourien.

Aujourd'hui, les EAU semblent également s'inspirer de la politique d'équilibrisme de Singapour vis-à-vis de la compétition sino-américaine. Mais Abou Dhabi interprète mal le modèle singapourien tout en surestimant ses propres capacités. D'une part, les dirigeants singapouriens refusent l'équation bipolaire sino-américaine, mais ils n'en restent pas moins prudents dans leurs relations avec la Chine : Singapour a ainsi opté pour l'équipementier suédois Ericsson pour le déploiement de la 5G³⁰ et sa relation de défense avec Pékin se réduit à des visites de courtoisie occasionnelles – ce qui lui a permis d'éviter les déboires émiriens avec Washington pour obtenir le *F-35* américain en 2020³¹. En d'autres termes, les EAU ouvrent bien plus l'accès de la Chine à des domaines sensibles que ne le fait Singapour.

Or, dans le même temps, les EAU restent beaucoup plus dépendants des États-Unis que ne l'est Singapour. Abou Dhabi vante la diversification de sa politique étrangère, mais les accords de défense avec Washington sont en réalité toujours la clé de voûte de sa stabilité. Sur le plan militaire, les EAU sont encore fortement dépendants de l'aide américaine, qu'il s'agisse de l'entraînement et de la formation des troupes, ou de la défense du territoire : les attaques à la roquette des Houthis yéménites contre Abou Dhabi en janvier 2022 ont rappelé toute l'importance des systèmes de défense aériens américains THAAD et Patriot pour protéger la capitale émirienne³².

A contrario, Singapour ne dispose d'aucune garantie de sécurité venant de Washington. Si ses officiers s'entraînent aux côtés des troupes américaines, la doctrine militaire du pays entend assurer sa capacité à riposter à une invasion de l'île et à maintenir une pression sur plusieurs jours suffisante pour laisser le temps aux grandes puissances

28. S. Makahleh, « Singapore Offers a Model to Emulate », *Gulf News*, 16 août 2011, disponible sur : <https://gulfnews.com>.

29. Sur l'établissement du « modèle singapourien », cf. J. Curtis Perry, *Singapore : Unlikely Power*, Oxford, Oxford University Press, 2017 ; M. Barr, *Singapore: A Modern History*, Londres, Bloomsbury Academic, 2020.

30. S. Roy Choudhury, « Huawei Loses Out to Nokia, Ericsson in Building Singapore's Main 5G Networks », *CNBC*, 25 juin 2020, disponible sur : www.cnbc.com.

31. « U.S. State Dept. Approves Sale of 12 F-35 Jets to Singapore », *Reuters*, 10 janvier 2020, disponible sur : www.reuters.com.

32. J. -L. Samaan, « The UAE Military Transformation: Balancing between Emiratization and Westernization », *Tawazun*, 3 janvier 2022, disponible sur : <http://tawazun.net>.

de s'interposer³³. Il n'y a à ce jour aucune indication que les forces armées émiriennes se préparent à de tels scénarios d'engagement, et pour cause : la présence sur leur sol de troupes occidentales (près de 5 000 Américains et 650 Français) entend justement dissuader un éventuel agresseur.

Si on les compare avec Singapour, les EAU sont donc à la fois plus engagés dans leur coopération stratégique avec Pékin et plus dépendants militairement de Washington. Ce déséquilibre invalide les velléités d'autonomie stratégique alimentées par les intellectuels émiriens proches du pouvoir ; à plus long terme, il pose la question de la soutenabilité d'une telle ambivalence d'Abou Dhabi vis-à-vis de la compétition sino-américaine.

Conclusion

Comme le résume de manière péremptoire un conseiller diplomatique occidental auprès d'Abou Dhabi, « ce jeu d'équilibrisme est possible jusqu'à ce qu'il ne le soit plus [...] Les EAU ont tout intérêt à éviter de faire un choix tant que celui-ci ne leur est pas imposé³⁴ ». On pourrait rétorquer que les pressions insistantes de l'administration Biden entendent justement pousser à ce choix. La guerre en Ukraine et la crise énergétique qu'elle a provoquée ont temporairement mis la question au second plan : la Maison-Blanche cherche à apaiser ses relations avec les pays du Golfe pour bénéficier de leur appui face à la Russie³⁵.

On peut cependant s'interroger sur la viabilité à plus long terme de la politique émirienne. Il ne semble guère probable que la Chine veuille et/ou puisse remplacer les États-Unis comme principal partenaire de sécurité d'Abou Dhabi. Le communiqué de l'accord de « partenariat stratégique global » signé par les Émiriens et les Chinois en 2018 faisait bel et bien mention d'une volonté de renforcer la coopération militaire, et mentionnait des pistes de travail dans le domaine de l'entraînement conjoint ou encore dans le transfert d'armement. Mais cela reste modeste, le texte ne se distinguant guère en réalité des accords signés par la Chine avec l'Arabie Saoudite ou l'Iran³⁶. *In fine*, Pékin n'a aucun intérêt à pousser au retrait des États-Unis de la zone. La marine chinoise bénéficie amplement de la présence militaire américaine sur place, qui garantit la stabilité des flux marchands entre le Golfe persique et la Chine continentale. Ce constat est aussi valable pour les autres États du CCEAG.

D'un autre côté, dans l'hypothèse d'une aggravation des tensions sino-américains et face au risque d'un désengagement américain, Abou Dhabi pourrait revenir au *statu quo ante*, en suspendant les volets les plus sensibles de sa coopération avec Pékin, et en allant

33. T. Huxley, *Defending the Lion City: The Armed Forces of Singapore*, Londres, Allen & Unwin, 2001.

34. Entretien de l'auteur à Abou Dhabi, septembre 2022.

35. D. Byman, « Biden's Difficult Task: Reviving US Partnerships in the Middle East », Brookings Institution, 8 juillet 2022, disponible sur : www.brookings.edu.

36. « UAE and China Agree to Establish Strategic Partnership », *Gulf News*, 21 juillet 2018, disponible sur : <https://gulfnews.com>.

peut-être jusqu'à suivre le modèle britannique d'éviction de Huawei des réseaux locaux³⁷. Une telle évolution constituerait un net revirement dont les EAU se sont déjà montrés capables sur d'autres dossiers : que ce soit sur le retrait de ses troupes du Yémen en 2019 ou la levée de son boycott du Qatar en 2021, Abou Dhabi a su, le moment venu, trancher avec beaucoup de pragmatisme. Une remise en cause du rapprochement avec Pékin s'accompagnerait cependant d'une crispation des relations avec le leadership chinois (comme en ont fait les frais des pays tels le Royaume-Uni ou encore le Canada) que les Émiriens souhaitent très certainement éviter à tout prix.

Dans de telles circonstances, les EAU ont intérêt à maintenir autant que possible l'entre-deux actuel. Temporiser sur la problématique de la compétition sino-américaine peut aussi permettre à Abou Dhabi d'avancer sur son objectif ultime : forger son autonomie stratégique. Ce dessein, particulièrement saillant dans les discours de Mohammed bin Zayed, ne peut *in fine* se concrétiser qu'au prix d'un renforcement des capacités militaires propres des EAU – qu'il s'agisse de l'aguerrissement des troupes, ou du renforcement de la base industrielle de défense. C'est en réussissant cette transition – à l'horizon incertain – qu'Abou Dhabi pourrait véritablement revendiquer son non-alignement vis-à-vis de la rivalité entre Washington et Pékin.

Jean-Loup Samaan est Senior Research Fellow au Middle East Institute de la National University of Singapore, chercheur associé au programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'Ifri ainsi que non-resident senior fellow à l'Atlantic Council.

Comment citer cette publication :

Jean-Loup Samaan, « Les Émirats arabes unis et la compétition sino-américaine.
Vers une politique de non-alignement ? »,
Briefings de l'Ifri, Ifri, 2 décembre 2022.

ISBN : 979-10-373-0631-9

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : © Montage réalisé par l'Ifri d'après des photos de Shutterstock.com.

37. S. Payne et G. Parker, « Boris Johnson Set to Curb Huawei Role in UK's 5G Networks », *Financial Times*, 13 juillet 2020, disponible sur : www.ft.com.



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

